



Échirolles, le 22 janvier 2026

Vœux 2026 de l'Union Départementale CGT de l'Isère

Cher·e·s camarades, et Cher·e·s ami·e·s

Pour la deuxième année consécutive nous nous retrouvons nombreux et nombreuses, plus de 200, dans un nouveau format de vœux au monde du travail de notre Union départementale qui se conclura par un banquet populaire et militant, suivi d'une soirée musicale.

Concernant le déroulé de cette soirée, mon intervention laissera la place au jury du concours qui décernera le premier prix au plus joli dessin réalisé par les enfants dans le cadre des 90 ans des congés payés. Les dessins seront déclinés dans le courant de l'année en produits de com (affiches, goodis..) vous aurez donc loisirs de pouvoir également en profiter.

Permettez-moi avant de commencer de citer et de saluer les représentants, représentantes d'associations, d'organisations syndicales ou politiques, les personnalités qui ont répondu présents dans ce moment important pour notre organisation.

Pour les élu·e·s locaux,

Eric Hours élu régional communiste, **Pierre Meriaux** adjoint au maire Eric Piolle, **David Queiros** maire de Saint-Martin-d'Hères et **Amandine Demore**, maire d'Échirolles qui nous rejoindra tout à l'heure.

Pour les associations, organisations et partenaires,

Christiane Le Gouguez pour **Femme-Égalité comité Lucie Baud**, Aurelien Farge et Asma Hoummada de **Pixel Tactics**, Marie Finet pour l'**Institut d'Histoire Sociale de la CGT**, Jérémie Giono pour la fédération du **Parti Communiste**, Jean-François Gutteriez président de **l'Indecosa-CGT**, Marianne Mazza pour **SAVATOU** notre association de tourisme social, Edmond-Jean Menoud pour l'association **ALERTE 38**, Marc Lakomi de **La Libre Pensée**, Glen Kergunteuil pour la **Mutuelle Entre-Nous**, Laure Germain-Phion du cabinet d'avocat du même nom.

Je salue particulièrement mes homologues Manue Pauthier et David Sujobert de la **FSU**, Florence Reyboz et Cyril Nicosia pour **Solidaires Isère**, ainsi que l'ensemble des responsables de syndicats, d'unions syndicales et d'unions locales de la CGT. Je salue aussi celles et ceux qui se sont excusés car ne pouvant être avec nous ce soir.

J'espère donc n'avoir oublié personne et remercie chaleureusement le syndicat CGT des territoriaux d'Échirolles et la ville d'Échirolles pour la mise à disposition de cette salle pour cet événement. **Merci Nadia ! Merci Christine ! Merci Lila !**

Cher·e·s camarades, Cher·e·s ami·e·s,

Nous voici réunis en ce début d'année 2026, non pour célébrer un ordre établi qui s'entache à broyer les travailleurs, mais pour affirmer notre colère, notre solidarité et notre indéfectible volonté de lutte.

L'année 2025 a été une année de chocs, de résistance et d'espoirs têtus, ici en Isère, en France et dans un monde où les rapports de force impérialistes se radicalisent.

Notre mandat est clair : porter la voix de celles et ceux qui luttent pour leur emploi, leur dignité, et un avenir de paix et de justice sociale. Prenons le temps, ce soir, de faire le bilan de nos combats, d'affirmer nos positions face aux crises du monde, et de projeter notre action syndicale pour l'année qui vient.

Bilan 2025 : choc et résistance sur nos terres iséroises

L'année 2025 a confirmé une vérité cruelle : **la logique du profit se nourrit de la destruction de nos emplois, de nos services publics et de la souveraineté des peuples.**

Le bilan économique et social de 2025 est un réquisitoire accablant. À l'échelle nationale, notre baromètre économique recense **483 plans de suppression d'emplois**, menaçant directement **plus de 107 562 travailleurs, dont la moitié dans l'industrie.** En y ajoutant les emplois indirects et induits (services, commerces proches, sous-traitants...), l'impact négatif serait **de 200 à 300 000 emplois** depuis septembre 2023.

Ce n'est pas une fatalité économique, c'est le choix d'un système qui valorise plus les dividendes que le travail. Comme l'a expliqué le sénateur communiste Fabien Gay, des milliards d'euros d'aides publiques sont distribuées chaque année aux entreprises privées - **211 milliards en 2024** -, sans contrôle et sans contrepartie sur l'emploi ou les investissements.

TeamTex-Logiplast, Valéo, Knauf, Photowatt, Vencorex, Arkema, ST Micro, Aciéries de Bonpertuis ; en Isère cela se traduit donc par la destruction de plusieurs milliers d'emplois direct et induits et la fermeture de nombreuses entreprises – centenaire pour certaines – et des conséquences terrifiantes pour les territoires impactés.

Derrière ces chiffres froids, il y a des visages, des noms, des vies brisées de travailleurs, de travailleuses, et de leur famille. Pensons aux **400 salarié-e-s de Vencorex sur le site du Pont-de-Claix**, licenciés après la liquidation de leur entreprise.

Certains, les plus jeunes, ont pu rebondir. Mais pour beaucoup de quinquagénaires, c'est un déclassement, une perte d'identité profonde. L'un d'eux le disait avec une douleur glaçante : *« J'ai l'impression que je ne vauds rien, que je suis une merde »*. Ce sentiment, c'est le crime social ultime du capitalisme.

À Crolles, c'est un fleuron historique, **Teisseire**, que le géant danois **Carlsberg s'apprête à dépecer. 205 salarié-e-s sont jetés sur le carreau**, tandis que la production est transférée à un sous-traitant.

Les salarié-e-s dénoncent, à raison, un **sabotage organisé**, une faillite programmée pour casser un outil profitable et détruire des vies. La brutalité de l'annonce – des réunions virtuelles de dix minutes, sans droit aux questions – illustre le mépris total de ces multinationales.

Capgemini, pas plus tard que mardi dernier, s'appuie sur de fumeux prétextes - pour imposer un projet scandaleux de réduction drastique de ses effectifs dont 2409 suppressions de poste en France.

Cela, alors que plus que jamais **notre pays a besoin de reprendre sa souveraineté numérique face aux GAFAM** et aux logiciels tiers. Inadmissible quand on sait que le groupe a gavé les actionnaires en 2025 à hauteur d'1 milliard 45 millions et dépensé 2,8 milliards pour acheter la société WNS spécialisée en Intelligence Artificielle.

Le gouvernement, complice et fossoyeur.

Face à cette hémorragie, l'État distribue **des milliards d'euros d'aides publiques sans contrepartie** aux entreprises. Les mêmes entreprises qui licencient et délocalisent.

La politique déployée par Emmanuel Macron depuis 2017 avec les mesures comme la **réduction des impôts de production**, la **baisse du taux d'impôt sur les sociétés** et la **suppression de l'ISF financier**, a échoué.

Elle a enrichi les actionnaires et appauvri le tissu productif. Les dividendes des entreprises du CAC 40 reversés aux actionnaires atteignent encore cette année de nouveaux records portés à **107,5 milliards d'euros** alors que les salaires et les pensions stagnent et que le taux de pauvreté ne cesse d'augmenter.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous réitérons notre demande **urgente que soit organisé des Assises de l'industrie, de l'emploi et de l'environnement en Isère.**

Nous devons planifier, protéger et développer notre outil industriel, en le mettant au service de la transition écologique et sociale comme ont su le faire d'anciens salarié·e·s de Vencorex et des entrepreneurs en portant **le projet de reprise Exalia**. Ce projet qui vise à **relancer une chimie verte et décarbonée**, avec **250 emplois à la clé d'ici 2027 n'est pas un cadeau**. C'est le fruit d'une **lutte**, d'un **refus du fatalisme**. Il prouve que lorsqu'on unit les compétences des travailleur·euse·s et une vision industrielle tournée vers l'avenir, on peut inventer des solutions. Il incarne ce que nous défendons : **une réindustrialisation écologique, créatrice d'emplois stables et ancrée dans les territoires**.

La CGT doit contribuer à créer partout des alternatives aux plans de casse sociale du patronat et du monde de la finance.

Je vous offre un scoop ; la confédération organisera en mars **les rencontres du Made in France** en Isère pour saluer les initiatives portées dans les territoires que ce soit les Duralex, les Brandt, les Luxfer, ou bien d'autres encore.

Face à ce bilan, il ne suffit pas de résister. Il faut proposer. **C'est pourquoi l'UD CGT Isère maintient l'exigence de la tenue d'Assises départementales de l'industrie, de l'emploi et de l'environnement**.

Si à cette heure la réponse de la préfecture malgré de multiples relances et propositions reste négative, nous ne pouvons plus, collectivement, rester l'arme au pied alors que déjà de nouveaux plans de licenciements et fermetures sont annoncés.

Ambitionnons **un vrai temps de co-construction**, réunissant les travailleur·euse·s, leurs représentant·e·s syndicaux, les élu·e·s locaux, les chercheur·euse·s et les associations environnementales avec pour objectif clair : **élaborer un plan de reconquête industrielle pour l'Isère**.

Ce plan devra :

- **Cartographier nos forces et nos vulnérabilités** : quels secteurs stratégiques pour notre souveraineté (énergie, santé, agroalimentaire, chimie verte) ?
- **Conditionner toute aide publique** à des garanties sur l'emploi, les salaires et la transition écologique des outils de production.
- **S'appuyer sur les projets alternatifs comme Axel Medtech, Exalia, ...** pour montrer qu'une autre industrie est possible, au service des besoins sociaux et du climat.
- **Imposer l'instauration d'un droit de veto des comités sociaux et économiques** sur les délocalisations et fermetures de sites rentables.

Ces Assises sont le moyen de replacer le travail et la planification écologique au cœur du développement de notre département.

De la paix locale à la paix mondiale

Notre syndicalisme n'a pas de frontières. Les attaques contre les travailleur·euse·s de l'Isère sont les mêmes qui frappent les peuples sous le joug de l'impérialisme et de la guerre.

Nous avons porté cette conviction sur le terrain, lors de la visite d'Emmanuel Macron à la 27e Brigade d'Infanterie de Montagne (BIM) **de Varcès**. Nous y avons dénoncé l'instrumentalisation de l'armée pour promouvoir un **service national militarisé**, qui n'est pas la réponse aux aspirations de la jeunesse à un avenir fait d'emplois et de solidarité. La paix ne se construit pas par la seule force des armes.

La diplomatie qui a fait la **reconnaissance internationale de notre pays** pendant des décennies doit être remise au centre du jeu afin d'agir utilement en faveur de la paix et de la prévention durable des conflits ; notamment en jouant pleinement notre rôle au conseil de sécurité de l'ONU au moment même où cette institution est remise en cause par les faucons de la Maison-Blanche.

À l'international, notre boussole reste le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la justice sociale. Alors que le cessez-le-feu à Gaza a officiellement été déclaré le 10 octobre 2025, Israël poursuit son offensive sur le terrain. La « ligne jaune », qui, selon l'accord, laisse 58 % de Gaza sous contrôle israélien, abandonne à l'ouest près d'un million de personnes dans des conditions invivables. Israël continue de démolir systématiquement les bâtiments et les infrastructures situés à l'est de la « ligne jaune » allant jusqu'à détruire le siège de l'UNRWA à Jérusalem-Est dans un black-out médiatique et l'absence de réaction des États membres de l'ONU. **En Cisjordanie et dans le sud du Liban la situation s'est aggravée c'est pourquoi nous avons sollicité la préfète de l'Isère pour que la France agisse !**

De la même manière, nous soutenons le peuple vénézuélien face aux ingérences et sanctions économiques qui aggravent ses souffrances. La situation au **Venezuela** est un cas d'école de cette nouvelle brutalité. L'agression américaine contre ce pays, justifiée par des prétextes, est en réalité une opération de prédation pour **contrôler les plus grandes réserves de pétrole au monde et d'immenses richesses minières**. Le président Maduro, en payant le prix de son soutien à la Palestine, est devenu la cible d'une opération de changement de régime qui rappelle les pires heures de l'impérialisme.

La CGT Isère condamne fermement cette agression et affirme son soutien à la souveraineté des peuples et à leur droit à disposer d'eux-mêmes rejetant les logiques de prédation.

La crise actuelle autour du Groenland résume l'agonie d'un monde.

Le président américain Donald Trump affiche ouvertement son projet de **s'emparer de ce territoire autonome du Danemark**, affirmant cyniquement que les dirigeants européens « *ne vont pas résister beaucoup* ». C'est un **acte impérialiste pur**, une négation des droits souverains des peuples. Si l'Union européenne, par la voix de l'entourage de Macron, a rappelé que « *le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États n'est pas négociable* » et envisageait un temps l'activation d'un **règlement anti-coercition**, la plaidoirie de Trump au sommet de Davos cette semaine a rebattu les cartes et imposée **la soumission de l'Europe et du Danemark au maître américain**.

Face à cette escalade dangereuse, la CGT Isère réitère son exigence. Nous ne croyons pas aux solutions militaires. Nous plaillons pour la création d'un **véritable Conseil de la Paix sous l'égide de l'ONU** un espace de dialogue et de désescalade pour régler les conflits par la diplomatie et le droit, non par la force et la coercition économique.

La France ne doit pas adhérer au projet impérialiste du président Trump qui vassalise le monde par la loi du plus fort en dépits des traités des nations unis construits depuis 1945..

La bataille pour l'emploi à Pont-de-Claix et la bataille pour la souveraineté du Groenland sont les deux faces d'une même lutte contre la loi du plus fort.

Perspectives 2026 : l'année de tous les combats

2026 sera une année difficile et notre réponse doit être à la hauteur des dangers.

En France, le gouvernement, paralysé par sa propre minorité parlementaire, vient de choisir la force contre la démocratie en recourant **à l'article 49.3 de la Constitution pour faire passer le budget 2026 sans vote**. Cette manœuvre brutale, annoncée lundi 19 janvier, est un déni de débat. Elle montre que lorsque les politiques d'austérité ne peuvent être acceptées, on les impose par la contrainte institutionnelle. Après ce passage en force, ils s'attaquent maintenant à la symbolique du **1er Mai**, fête du Travail. À cela nous répondrons par une **mobilisation massive et unitaire** le 1er Mai pour défendre nos conquêtes sociales.

Sur le front démocratique, les résultats des élections municipales des 15 et 22 mars conditionneront les politiques de la ville et des communautés de communes avec de forts impacts pour les agents et les populations.

Cela dans un contexte politique brûlant avec une extrême droite qui souhaite capitaliser sur son score issu des *élections européenne et législatives*, soutenue dans sa stratégie par le milliardaire catholique identitaire **Pierre-Édouard Stérin**. L'extrême droite dont la mise en œuvre du plan Périclès consiste à injecter 150 millions d'euros en dix ans sur des actions de déstabilisation institutionnelle et informationnelle se fixe l'objectif de remporter 1000 mairies cette année.

La montée de l'extrême droite, nourrie par la colère sociale détournée, est une menace mortelle pour la démocratie et les droits des travailleur-euse-s.

Partout, nous devons œuvrer sans relâche à éclairer sur les dangers de la gestion des villes par l'extrême droite. Leur projet est l'antithèse du nôtre : division, xénophobie, régression sociale et musellement des syndicats. Nous appelons à la plus grande vigilance et à l'unité des forces progressistes pour bloquer cette menace, car la démocratie se gagne aussi d'abord par les urnes.

Je vous invite à faire le tour de **l'exposition produite par le collectif régional CGT de lutte contre les idées d'extrême droite** dont on peut saluer le travail. Cette exposition retrace 130 ans d'action et de lutte de la CGT contre l'extrême-droite.

Il n'est pas si loin le temps, où en réaction aux **émeutes du 6 février 1934** et aux coups de force des ligues factieuses, le rassemblement des forces de gauche dans l'union contre le « *danger fasciste* » conduisit à **l'avènement du Front Populaire**.

Pas si loin non plus, les **nombreuses grèves de mai-juin 36'**, plus de 12 000, obligeront le gouvernement Blum et le patronat à négocier puis à signer les **Accords Matignon** qui donneront lieu à la création des conventions collectives, la liberté d'expression, la liberté d'appartenance syndicale, la création des délégués du personnel (aujourd'hui liquidés par les ordonnances Macron), l'interdiction des discriminations syndicales, l'augmentation générale des salaires, les congés payés annuel de 14 jours, l'interdiction des sanctions pour fait de grève, la réduction du temps de travail hebdomadaire à 40 heures.

Oui, depuis 1936 et **la réunification de la CGT**, de l'eau a coulé sous les ponts, aussi ces 90 années qui nous en séparent doivent nous conduire à une **rétrospective sur notre action syndicale** en vue du **54^e Congrès confédéral qui aura lieu à Tours du 1^{er} au 5 juin 2026**.

Les syndicats doivent s'en approprier le contenu et les enjeux avec sérieux pour donner aux travailleurs et travailleuses, aux retraité-e-s et à la jeunesse les meilleures réponses face aux inquiétudes et difficultés qu'ils rencontrent.

Le renforcement de notre outil syndical est primordial, d'ailleurs pour la première fois depuis 2019, notre Union départementale voit le nombre de ses syndiqué-e-s repasser la barre des 11 000 adhérents ; c'est une **véritable force pour gagner des droits**, partout.

L'année 2026 sera structurée aussi par nos propres échéances :

Meeting national le 4 février pour les libertés syndicales à Montreuil suite à l'accroissement des attaques du patronat contre la CGT et ses représentants. La **mise en examen récente de notre secrétaire générale Sophie Binet**, suite à la plainte déposée par le mouvement patronal réactionnaire Ethic, présidée par Sophie de Menthon est un **véritable scandale. N'accusent-ils pas Sophie de les avoir outragés** en faisant référence à l'expression populaire *des rats qui quittent le navire*, en réponse aux propos du milliardaire Bernard Arnaud en référence « *aux malheureux patrons poussés à la délocalisation par l'excès de taxe* ». L'instrumentalisation de la justice par le patronat pour faire taire toute contestation est inacceptable et nous leur ferons savoir.

Conférence des **Unions locales et des Professions le 23 juin** consacrée à nos projets de territoires pour le développement et la reconquête de services publics.

Les congrès d'Unions locales et le **Comité Général de l'UD du 10 octobre**, moments clés de la démocratie interne pour préparer, faire le point sur notre organisation et les actions à conduire. Ces congrès sont la base même de notre activité et de notre ancrage territorial.

Nous préparons déjà activement les **élections professionnelles dans la fonction publique** qui auront lieu le **10 décembre** ; scrutin déterminant pour notre représentativité et notre capacité d'action.

Chaque jour de l'année sera marqué par nos combats :

- **la journée internationale des droits des femmes le 8 mars**, pour l'égalité professionnelle et contre les violences
- **la journée internationale des travailleurs, le 1er mai**

et toutes les journées de grève et de manifestation que la lutte sociale nous imposera.

En conclusion, œuvrons pour un printemps syndical et social

Camarades, si l'année 2026 s'ouvre sous le signe du 49.3 et du chaos international, elle doit s'achever sous le signe de nos victoires.

- Refusons de nous laisser voler le 1er Mai.
- Refusons de nous voir imposer un budget d'austérité
- Refusons le démantèlement de notre industrie et la casse des services publics
- Refusons de nous laisser diviser par les forces de haine.

Je finirais par les mots d'un grand dirigeant de notre confédération, **Henri Krasucki**, dont les mots résonnent avec une brûlante actualité :

« La lutte des classes, ce n'est pas une idée, c'est une réalité.

Elle est inscrite dans la vie quotidienne des travailleurs. »

Alors comme en 1936, en 2026, changeons la vie !

Par la grève, par la manifestation, par la construction d'alternatives.

Pour l'emploi, pour la paix, pour la justice sociale et écologique.

Bonne année de combat à toutes et à tous !

Vive les luttes des travailleurs et des peuples !

Vive la CGT Isère